

BUREAUX : Rue Nain, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois. 9 f.
Six mois. 18
Un an. 35

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. REMOUX

Le Nord de la France :
Trois mois. 18 f.
Six mois. 35
Un an. 70

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

A partir du 1er avril, les prix d'abonnement au Journal de Roubaix, seront établis ainsi qu'il suit :

Trois mois. 9 fr.
Six mois. 18 fr.
Un an. 35 fr.

Dès aujourd'hui, le prix du numéro est fixé à 10 centimes.

ROUBAIX, 29 MARS 1871

Voir aux dernières nouvelles.

BULLETIN QUOTIDIEN

La garde nationale de Paris a fêté hier l'élection des membres de l'Assemblée communale. De nombreux détachements des bataillons particulièrement dévoués au Comité central se sont présentés dans la journée sur la place de l'Hôtel-de-Ville et ont donné à tour de rôle des aubades aux délégués qui ont bien voulu se montrer au grand balcon du premier étage. Mais ce n'a été que vers 3 heures 1/2 de l'après-midi que la grande démonstration qui devait accentuer l'installation des nombreux membres de la commune a commencé. Depuis midi 1/2 les gardes nationales convoqués se sont réunis dans les divers quartiers et se sont formés en compagnies, puis en bataillons puis enfin en légions, pour se rendre en masse à l'Hôtel-de-Ville. A 3 heures, les colonnes venant de tous les points à la fois, ont débouché sur la place de l'Hôtel-de-Ville qui s'est trouvée bientôt trop petite pour recevoir les « soldats-citoyens ». Ces derniers se sont alors formés en lignes serrées, rue de Rivoli, rue St-Antoine, boulevard Sebastopol et sur les quais les plus voisins de la place de Grève. A 4 heures, 50 ou 60,000 hommes se trouvaient rassemblés.

A la même heure, les membres du Conseil communal portant chacun une écharpe tricolore en sautoir, sont venus prendre place sur une estrade tendue de rouge qu'on avait élevée la nuit dernière devant la porte centrale de l'Hôtel-de-Ville, au-dessus de laquelle se trouve la statue d'Henri IV. Comme pour corriger ce voisinage, on avait eu le soin de dresser sur un piédestal un buste colossal de la République coiffée d'un bonnet phrygien.

Au moment où les conseillers de la commune ont paru, des salves d'artillerie ont été tirées, et on a entendu éclater de toutes parts le cri de : Vive la République !

Nos correspondants ne nous disent pas si des discours ont été prononcés, mais c'est probable.

En dehors de ces manifestations, rien de bien saillant à signaler dans la journée d'hier : il n'y a même pas eu la plus petite fusillade. Les hommes de l'Hôtel-de-Ville ont dû trouver la fête bien sombre. (Voir au Courrier du soir.)

On donne comme certaine la formation d'un nouveau ministère. (Voir au Courrier du soir.)

La Gazette de Silésie dément la nouvelle que, par suite des événements de Paris, le mouvement de retour des forces allemandes aurait été suspendu. La Gazette de la Croix rectifie ce démenti, en ce sens qu'il ne s'applique qu'au retour des troupes de la landwehr et nullement aux régiments qui font partie des armées permanentes. Celles-ci, jusqu'à présent, n'avaient pas encore reçu d'ordre de départ.

Une dépêche de Toulon annonce le prochain embarquement pour l'Algérie du 77e régiment de marche. Cette dépêche affirme qu'il y a beaucoup d'exagération dans les bruits qui courent sur la situation de notre colonie. Puisse-t-elle dire vrai !

La Gazette de Strasbourg et une autre feuille officielle, la Gazette de Bade, annoncent que la forteresse de Biche a été occupée par les troupes allemandes le 23 de ce mois. C'est donc par erreur que d'autres feuilles avaient assuré que la garnison française avait quitté cette place dès le 6 mars.

Il y a depuis quelques jours à Berlin une députation des industriels de l'Alsace, venus pour présenter les vœux du pays relativement à la réorganisation projetée. Cette députation se compose de MM. Sangewald, président du tribunal de commerce et Richard de Strasbourg, du comte Dircklein, de MM. Montmartin, ancien préfet et membre du conseil général, Herrenschmidt et Nestel, maire d'Hagenau. Le prince de Bismarck et l'Empereur ont reçu ces messieurs à différentes reprises, et on les a invités à la fête du Reichstag à laquelle ils ont assisté au château impérial.

On signale toujours une vive agitation en Espagne. Une bande de carlistes a été battue et dispersée à Lérida ; des manifestations du même parti ont eu lieu dans les provinces basques. Des tentatives de désordres ont été réprimées dimanche à Cordoue, à Saragosse et à Valence. On craint un mouvement républicain en Andalousie.

Le général Cathelineau adresse à tous les hommes qui ont servi sous ses ordres l'appel suivant :

Mes enfants,
Autorisé par le chef du pouvoir exécutif, je vous rappelle.

Nous avons combattu contre l'étranger ; nous ne nous sommes séparés qu'après la paix, et je ne comptais pas vous rappeler aussi vite. — Des Français égarés, que dis-je — des Français ! — des hommes qui ne sont de notre pays ni par le cœur ni par le patriotisme, se sont oubliés au point d'assassiner des généraux, de tuer sur des hommes sans armes. Ce sont des lâches ; ils vont attirer sur nous une seconde invasion prussienne, si vous ne vous hâtez de venir m'entourer de nouveau, afin qu'ensemble nous prouvions une fois de plus que fidèles à notre patrie, nous respectons ses lois et ses droits et que nous sommes prêts à la défendre et à faire respecter les hommes que la confiance publique a choisis pour gouverner la France.

Encore une fois, prouvons à notre patrie que nous sommes de vrais Français. Sachons pour notre pays tout sacrifier et mourir s'il le faut au cri mille fois répété : Dieu et la France. Ce fut le cri d'adieu, que ce soit celui du ralliement.

Le rendez-vous est à Rambouillet.

Si vos frères, vos parents, vos amis vous suivent, vos rangs peuvent s'élargir, il y a place pour tous.

CATHELINEAU.

REVUE DE LA PRESSE

M. Veuillot qui, pour la première fois depuis la veille du 2 décembre 1851, est entré dans un « local législatif », n'y a trouvé d'un peu changé que la salle :

L'Assemblée également souveraine est en proie aux mêmes préoccupations, aux mêmes émotions. Elle cherche également le moyen d'exercer sa souveraineté, elle est troublée de la même incertitude de vivre. Elle sent planer sur elle la dictature, elle est déjà fascinée et paralysée. Elle est divisée ; elle n'a point de tête, on ce revient au même, elle en a deux ; elle veut et ne veut pas ; elle est trahie on elle-même et trahie par elle-même ; elle s'en va, ou plutôt elle s'écoule et se disperse.

Décidément la solidarité, l'accord l'assurance de durer ne sont point l'apanage de cette forme de la souveraineté, et l'expérience lui est de peu de profit.

Le parti de la destruction monte à la démesure et ne voit plus rien d'impossible ; le parti de la conservation descend au-dessous de l'imbécillité et paraît, du moins dans ses chefs, incapable d'essayer quoi que ce soit. Il faut voir ce désarroi, cet affaiblissement indescriptible, cet universel effondrement. Tout le monde y sent quelque chose de surmaturel. On se récrie, on s'indigne, on a la conviction qu'il ne faudrait qu'une main, qu'une voix, qu'un signe peut-être pour dissiper l'horrible fantôme ; mais tout manque, la main, la voix, le geste ; et il devient vraisemblable que ce gouvernement et cette assemblée issus du suffrage universel sont péri au milieu de leur armée, étouffés par la terreur d'un ennemi qui n'ose pas attaquer.

Le Français publie sous ce titre : La morale du second empire, un très-remarquable article dont voici la conclusion :

Il sied bien à Napoléon III de rejeter sur la France meurtrie et démenbrée la responsabilité de cette guerre et de ses suites funestes ! Lui seul est cause de tout. Avouer publiquement, à la face de l'Europe, qu'on a été aveugle et incapable, qu'on n'a pas su ce qu'on faisait, qu'on ignorait ce qu'on devait absolument savoir, qu'on n'avait nulle idée de sa propre faiblesse et de la force des autres, qu'averti et éclairé depuis longtemps par des rapports sérieux d'hommes compétents et envoyés tout exprès, on n'avait rien lu, mais tout mis au panier, c'était bien difficile. Mais pourquoi ne pas se taire ? Pourquoi écrire ces manifestes qui insultent à la vérité et au sentiment national ?

Ce prix dont nous payons l'aveuglement et la légèreté de la politique impériale, est lourd. Au dedans, ce régime nous a peut-être coûté davantage. Les mœurs domestiques ont grandement souffert chez nous. Depuis plusieurs années, les liens de la famille se sont singulièrement détendus. La liberté, qui manquait là où elle était nécessaire, s'est faite dans la famille une place excessive. Elle y a été un dissolvant. On a vu le mari aller d'un côté, la femme de l'autre, les enfants d'un autre.

La femme, centre du foyer domestique, gardienne des mœurs, éducatrice nécessaire

des générations grandissantes, n'a pas su porter ses devoirs. Elle est devenue, sous l'empire, en général plus banale et plus frivole qu'elle n'avait jamais paru. Dans les plus hautes régions, elle a aspiré à une publicité dont jusqu'alors sa pudeur l'avait gardée. Ne pouvant l'obtenir par la délicatesse ou la finesse de l'esprit, elle a essayé de l'enlever par le tapage des toilettes, des mots équivoques et des libres allures.

Elle a inspiré ou encouragé la stérilité et misérable moquerie des idées sérieuses, de la saine littérature, des occupations et des sentiments relevés. L'exemple paraît de haut. La plus grande dame de l'empire n'a voulu ou n'a pu être autre chose que la plus belle et la mieux habillée des poupées de l'Europe.

Aussi quelle génération nous a-t-on faite ? Maigrotte, vieillotte, enrênée, plaisantant de tout, ne croyant guère qu'au plaisir et à l'arithmétique ; en même temps que sceptique, empressée et dogmatique ; une génération de désœuvrés inamovibles, sans jeunesse et sans idées, suant et distillant l'ennui.

Faut-il s'étonner maintenant si la société française est quelque peu désagrégée, si les mœurs sont amollies, si l'on a désappris le respect de l'autorité, le sentiment de la règle, la vertu du travail et jusqu'à la force de se fixer et de s'appliquer à quoi que ce soit.

Nos pères, qui étaient jeunes en 1830, connaissent cette discipline morale dont nous nous sommes, dans ces derniers temps, si déshabitués. Aussi est-ce aux démenteurs de ce temps qu'il nous faut recourir, lorsque nous voulons trouver des esprits droits et sains, ayant le culte de l'honneur national, l'expérience des grandes affaires sérieuses et les vieilles traditions de bon sens français.

En tombant, le second empire a rendu au pays le service immense de le dévider et de le rendre à lui-même. Mais, en nous léguant mille difficultés à résoudre, il nous fait toucher du doigt le mal qu'il nous a causé. Il a laissé la France non-seulement vide de soldats, mais vide d'hommes. Dans tout le cours de notre histoire, c'est la première fois que les hommes manquent à ce point aux circonstances. C'est sur ce point que se joue le système et le gouvernement impérial.

Le second empire a appauvri la sève nationale, éteint les esprits, affaibli les caractères, asphyxié ou étouffé les talents. Or, pour refaire tout cela, les décrets servent peu, le temps seul est un bon ouvrier. — B. A.

Les plus épouvantables désastres que l'histoire ait jamais enregistrés ont-ils enfin montré la lumière à la jeune génération ? Il est malheureusement permis d'en douter, et à propos de la réouverture du bal Bullier, où les filles les plus déclassées et les jeunes gens des Ecoles de la capitale vont apprendre le grand art de s'abêtir le plus promptement possible, le Journal de Paris émet les réflexions dont on ne saurait méconnaître la profonde et triste vérité :

« Nous avions le droit de supposer, dit-il qu'avachés, aplatis, égarés, étreints par vingt ans de luxure, nous allions comprendre enfin qu'il fallait que la génération future oubliât les sottises de son aînée et se préparât, par le respect d'elle-même, à un meilleur avenir. Nous avons besoin d'avoir enfin des hommes et non des pantins. »

Vous verrez qu'il n'en sera rien.
Le livre de nos destinées, fermé à Sedan, se rouvre à la même page. Le faux nez de vertu civique que nous avons mis pendant six mois de famine, de honte et de misère, commence à tomber. Notre patriotisme à la détrempée s'écaille ; et si l'on n'y prend garde, les mêmes mœurs se continuant, les crévés et les drôlesses achèveront la ruine de notre pays en le déshonorant tout à fait.

On dira que voilà bien du bruit à propos d'un bastingue qui accorde ses violons ; mais c'est que tout s'enchaîne et que nous craignons la restauration d'un système qui nous a ruinés et avilis plus que jamais peuple ne l'a été.

La Décenalisation, de Lyon, croi que l'organisation des baillions volontaires est l'œuvre la plus urgente dont on puisse s'occuper ;

« Chaque département ne fournit-il qu'un millier d'hommes, si ce sont des hommes éprouvés, ayant conservé le respect de la discipline, croyant encore à Dieu, à l'honneur et à la France, capables de mourir, cette force suffira, non-seulement pour protéger l'Assemblée, mais pour mettre à la raison les liquidateurs de la société et assurer le triomphe de l'ordre. »

L'Economiste, de Londres, apprécie ainsi la situation du marché monétaire :

Pour le moment, l'avenir paraît bien sombre. Pendant quelque temps, toutes les opérations du marché monétaire étaient restées en suspens, attendant qu'on ait fixé les conditions de l'emprunt destiné à couvrir l'indemnité de guerre. Or, maintenant, cette affaire semble ajournée indéfiniment, car rien ne saurait être entrepris, avant qu'il y ait en France un gouvernement suffisamment fort, durable et stable, qualités qu'on ne saurait attribuer actuellement au gouver-

nement de M. Thiers. Non seulement cet état de choses pèse sur la demande de capitaux, mais les troubles de Paris retiennent ici les fonds appartenant aux capitalistes du continent et surchargent notre marché. Jusqu'à ce que la situation à Paris ait changé, la valeur de l'argent tendra plutôt à descendre qu'à monter.

Insurrection de Paris

La proclamation suivante a été affichée hier sur les murs de Paris :

« Citoyens,

Notre mission est terminée ; nous allons céder la place dans votre Hôtel-de-Ville à vos nouveaux élus, à vos mandataires réguliers.

Aidés par votre patriotisme et votre dévouement, nous avons pu mener à bonne fin l'œuvre difficile entreprise en votre nom. Merci de votre concours persévérant ; la solidarité n'est pas un vain mot : le salut de la République est assuré.

Si nos conseils peuvent avoir quelque poids dans vos résolutions, permettez à vos zélés serviteurs de vous faire connaître, avant le scrutin, ce qu'ils attendent du vote d'aujourd'hui.

« Citoyens,

Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisissez parmi vous, vivant de votre propre vie, souffrant des mêmes maux. Déférez-vous autant des ambitions que des parvenus ; les uns comme les autres ne consultent que leur propre intérêt, et finissent toujours pour se considérer comme indispensables.

Déférez-vous également des parleurs, incapables de passer à l'action ; ils sacrifieront tout à un discours, à un effet oratoire ou à un mot spirituel. — Evitez également ceux que la fortune a trop favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère.

Enfin, cherchez les hommes aux convictions sincères, des hommes du peuple, résolu, actif, ayant un sens droit et une non-détériorée conscience. — Portez vos préférences sur ceux qui ne brigueront pas vos suffrages ; le véritable mérite est modeste, et c'est aux électeurs à connaître leurs hommes, et non à ceux-ci de se présenter.

Nous sommes convaincus que si vous tenez compte de ces observations, vous aurez trouvé des mandataires qui ne se considéreront jamais comme vos maîtres. »

Hôtel-de-Ville, 25 mars 1871.

Le comité central de la garde nationale. Avoine fils, Ant. Arnand, G. Arnold, Assis, Audignoux, Bonit, Jules Bergeret, Babick, Barond, Billioray, Boussier, Blanchès, Castioni Chouteau, C. Dupont, Fabre, Ferrat, Fleury, Fourgeret, C. Gaudier, Gonhier, H. Geresme, Grelier, Grolard, Josselin, Fr. Jourde, Lavalette, Henri (Fortuné) Maljournal, Edouard Moreau, Mortier, Prudhomme, Rousseau, Ravuier, Varlus.

« Les nouveaux journaux, dit le Siècle, ont pris aujourd'hui un langage jacobin qu'ils ne tenaient pas hier. Nous le regrettons. »

« Les hommes du 18 mars ont un avantage énorme sur ceux du 4 septembre : ils ne sont pas chargés de vaincre l'Allemagne, victorieuse à Sedan, puis maîtresse de Strasbourg et de Metz. Qu'ils n'abusent pas de la situation relativement facile que leur fait la paix votée à Bordeaux. »

UNE VISITE A L'HOTEL-DE-VILLE DE PARIS

On lit dans le Soir :

Dans la journée d'hier, nous sommes parvenus, avec des difficultés inouïes, à pénétrer dans l'Hôtel-de-Ville. Ce n'est plus une administration publique, mais une véritable caserne.

Des gardes nationaux entourés de quelques soldats réfractaires et de garibaldiens campent dans les cours intérieures. Chaque porte, chaque palier est garni de deux carabines armées jusqu'aux dents, qui vous regardent de travers et semblent suspecter vos moindres gestes.

Un poste tout entier se tient à l'entrée de la salle du Trône — aujourd'hui salle de la République. Impossible de pénétrer plus avant dans le sanctuaire sans un laissez-passer spécial délivré par messieurs du Comité. C'est là, en effet, que les nouveaux occupants débattent en tumulte sur les destinées de Paris et de la France entière.

Si l'animation est grande de ce côté et le va-et-vient continuel, les couloirs des étages supérieurs sont, au contraire, presque déserts. A peine çà et là quelques sentinelles dissimulées qui veillent sur cette triste solitude.

Grand nombre de bureaux n'ont pas même été ouverts, car, malgré la menace de révocation qui pèse sur eux, ni employés, ni garçons, ne se sont rendus à l'appel du Journal officiel. Sauf les portiers et deux ou trois hommes de peine, on n'aperçoit pas une seule figure de connaissance.

Quand on songe que la plupart des services de l'administration municipale ont à expédier, pour ainsi dire heure par heure,

une besogne quotidienne qui ne souffre pas de retard, il est aisé de juger quel désordre et quels inconvénients incalculables résultent d'un semblable état de choses.

Au rez-de-chaussée, la scène change : les cuisines envahies par l'état-major ou ses envoyés offrent l'aspect d'une véritable cantine. On fait queue à la porte. Plusieurs pièces, affectées d'ordinaire à la comptabilité des dépenses, sont transformées en magasins d'approvisionnement où chaque fournisseur vient à son tour réclamer la part de ses hommes.

Les vivres distribués hier consistaient particulièrement en conserves de mouton. On nous assure que ces comestibles n'étaient autres que ceux offerts si généreusement à la population de Paris par la ville de Londres.

Quant aux salons officiels et appartements particuliers des préfets de la Seine, nous ne pouvons en parler que par oui-dire. Il paraît cependant que plus de trente lits ont été improvisés dans le délicieux retiré autrefois habité par le baron Haussmann et sa famille. Quantum mutatus ab illo !

M. Blanqui, que plusieurs feuilles radicales disent avoir été arrêté dans le midi de la France, est un des hôtes les plus assidus de l'Hôtel-de-Ville.

La nouvelle de sa dure captivité est sans doute une manœuvre destinée à détourner l'attention, car on nous assure que cet agitateur prend une part très active aux décisions du Comité.

S'il est difficile d'entrer à l'Hôtel-de-Ville, il est presque impossible d'en sortir. Il faut un laissez-passer signé d'un des membres du Comité. On nous en a montré un qui commençait ainsi : Laisser sortir le citoyen, etc.

Le Journal officiel de l'insurrection publie, dans sa partie non officielle, la nouvelle suivante :

« Hier ; à trois heures du matin, une canonnière remontait la Seine à toute vapeur. Le bruit de la machine éveilla l'attention du vigilant chef de poste, le lieutenant Lot, de la 2e compagnie du 163e bataillon, qui, en un instant eut mis toute sa compagnie sur pied et s'élança au pas de course à la poursuite de la canonnière. Il somma les passagers de s'arrêter, les menaçant de faire feu. »

La machine fut arrêtée : en un moment les gardes nationaux furent à bord et firent dix prisonniers, marins et officiers de marine. On trouva sur ces derniers plusieurs pièces fort importantes qui donnent lieu en ce moment à une instruction minutieuse. »

Bons écrivains de la feuille du Moutin de la Gazette, dites-nous comment le lieutenant Lot et sa compagnie furent assez favorisés du ciel pour s'élancer au pas de course sur la Seine à la poursuite de la canonnière ?

Hier matin, entre 11 heures et midi, un détachement de 200 hommes armés, composé en majorité de gardes nationaux du 103e bataillon de la garde nationale et de quelques soldats de la garde mobile de la Seine et d'éclaireurs de Garibaldi, commandé par un capitaine, lieutenant et sous-lieutenant du 103e, précédé d'un commissaire de police revêtu de son écharpe, s'est dirigé de l'Hôtel-de-Ville, vers le passage de l'Opéra.

Arrivé au passage de l'Opéra, le peloton fit halte devant le bureau d'omnibus. On s'aperçut alors que l'objet de ce service armé était l'arrestation de plusieurs artilleurs réunis devant le passage pour recevoir leur solde et leur feuille de route pour Versailles. Sur 15 artilleurs réunis en groupe devant l'entrée du passage, 10 purent s'échapper par la porte de derrière qui donne sur le péristyle de l'Opéra et rejoindre la gare de l'Ouest. Les 5 autres furent arrêtés, 3 dans le passage et les 2 autres devant le théâtre de l'Opéra-Comique, où ils s'étaient enfuis. Les 5 artilleurs ont été conduits à l'Hôtel-de-Ville, où ils ont comparu, dit-on, devant des délégués du Comité central.

Le Journal des Débats raconte, — et nous lui en laissons la responsabilité — qu'un incident assez peu digne s'est produit hier soir à une des sections de vote au palais de l'Institut. Plusieurs électeurs s'étant présentés pour voter, trouvèrent le président dans un état d'ivresse complet. Sur l'observation de l'un d'eux, demandant que ces fonctions importantes fussent confiées à une personne plus saine, un des assesseurs remplaça le président ; mais le poste des gardes nationaux, qui était intervenu, se prit de querelle. La dispute étant devenue presque générale, quelques citoyens firent demander le sergent ; mais ce chef de poste était tellement ivre qu'on avait été obligé de réquisitionner un matelas chez le concierge pour le coucher.

Le système des réquisitions s'est exercé ces jours derniers sur une large échelle à Ivry, près Paris. Les gardes nationaux du comité payaient avec des bons rouges.

Les boutiques d'épicerie se trouvent ainsi presque entièrement dé garnies ; il ne reste plus, notamment, un seul morceau de gruëre.

Encore une victime à ajouter à la liste des assassinés.

M. Charbon, vieillard de soixante-quatorze ans, blessé grièvement, a succombé dans la journée.